



La Commune



Nicolas Sarkozy doit renoncer à la Maison de l'histoire de France

Déclaration de Jean-Luc Mélenchon candidat à l'élection présidentielle pour le Front de Gauche

Le 12 septembre 2010, le Président de la République annonçait la création d'une Maison de l'histoire de France (MHF) sur le site des Archives nationales à Paris. Ce projet voulu à toute force par Nicolas Sarkozy et soutenu sans réserve par le ministre de la culture, Frédéric Mitterrand, a aussitôt soulevé une vague d'indignation très importante. Très rapidement en effet de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer une décision entachée par l'instrumentalisation droitière des concepts d'identité nationale, de quête identitaire et mémorielle.

l'opposition résolue des historiens, de la communauté scientifique, des acteurs de la culture, des professionnels, des artistes, d'importantes personnalités, mais aussi des personnels du ministère de la culture et de leurs représentants syndicaux à la MHF n'a cessé depuis de s'amplifier. Ce large mouvement connaît à présent un écho populaire et une résonance médiatique remarquables.

Le comité d'orientation scientifique de la Maison de l'histoire de France mis en place par Frédéric Mitterrand pour apaiser les esprits a rendu ses premières conclusions en juin dernier. En vérité, celles-ci ne lèvent aucune des lourdes hypothèques idéologiques qui pèsent sur le projet. Tout au contraire, elles confirment que la MHF relève d'une conception étriquée et manichéenne de l'histoire.

La volonté présidentielle d'implanter la MHF au sein du quadrilatère Rohan-Soubise dans le Marais à Paris menace de fait les Archives nationales dans leur emprise historique et dans leur nécessaire développement au service de tous les publics. Il en va ainsi du devenir d'une institution essentielle à la démocratie et à la citoyenneté. La MHF, c'est aussi une arme redoutable tournée contre les musées nationaux, le réseau qu'ils constituent, et leurs missions fondamentales pourtant au coeur des enjeux de la démocratisation de la culture.

Nul ne s'y trompe. La MHF de Nicolas Sarkozy viendrait un peu plus encore fragiliser le ministère de la culture et le service public culturel déjà gravement ébranlés par la Révision Générale des Politiques Publiques et plus de quatre ans marqués par des restructurations profondes, des coupes budgétaires et des destructions d'emplois insupportables.

La répression syndicale qui s'abat aujourd'hui sur trois militants des Archives nationales - appartenant à trois organisations différentes - et que nous condamnons avec la plus grande fermeté, est la marque d'un pouvoir aux abois, plus que jamais affaibli dans sa légitimité politique. L'Elysée et la rue de Valois doivent lever sans délai toute menace de sanction contre ces syndicalistes.

Nous demandons au Président de la République de renoncer à la Maison de l'histoire de France.

Modifié le mercredi 19 octobre 2011

Voir aussi dans la catégorie France

[La formation professionnelle en miettes - Première partie](#)

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... »

Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... »

Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... »

Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) »

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves,... >>
